

## Une si difficile réforme

La réforme de l'université Qarawiyyin de Fès sous le Protectorat français  
au Maroc, 1912-1956

**Pierre Vermeren**

---

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/3773>

ISSN : 1773-0201

**Éditeur**

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

**Édition imprimée**

Date de publication : 10 décembre 2007

Pagination : 119-132

ISSN : 0395-9317

**Référence électronique**

Pierre Vermeren, « Une si difficile réforme », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 75 | 2007, mis en ligne le 21 juillet 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/3773>

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

---

## *Une si difficile réforme*

La réforme de l'université Qarawiyyin de Fès sous le Protectorat français au Maroc, 1912-1956

Pierre Vermeren

---

- 1 Cet article emprunte les faits historiques relatés et, pour partie, leur analyse au travail de recherche accompli dans le cadre d'un doctorat d'histoire<sup>1</sup>. Il s'agit pourtant moins de reprendre cette recherche, que d'en prolonger la réflexion au regard des débats en cours sur la « réforme de l'islam », thème devenu si présent en France et au Maghreb.
- 2 À certains égards, le réformisme musulman qui, historiquement, a accompagné le nationalisme anti-colonial en Afrique du Nord, semble se rejouer depuis une vingtaine d'années. Après les indépendances, il avait été délaissé par les nouvelles équipes dirigeantes. On opta alors pour la création de structures étatiques et administratives modernes, prolongeant l'action des colonisateurs. La réforme de l'islam apparaissait comme superflue et inutile, car il fallait au contraire préserver l'authenticité de « l'être musulman ».
- 3 Quand il fallut affronter marxistes et démocrates dans les années 1970-1980, on choisit de « retraditionaliser » l'islam officiel, de manière plus ou moins factice, ce qui paraissait habile pour combattre ces idéologies « occidentales ». De cette réislamisation des sociétés musulmanes devaient sortir les forces vives de l'islamisme. Après deux décennies de confrontations avec ces derniers, le balancier penche en faveur d'une « réforme de l'islam ». Mais que faire ? Le retour à l'histoire peut ici être éclairant.
- 4 La conception du Protectorat, telle que mise en œuvre par Lyautey et ses successeurs au Maroc, est éminemment riche. Il s'agit de ne pas détruire ni bousculer la société musulmane, à l'inverse de l'Algérie du XIX<sup>e</sup> siècle. Au contraire, il faut appuyer, aider et convaincre les élites locales pour les préparer à la réforme de l'islam et de la société musulmane, dans le sens de la « modernité européenne ». La réforme du haut enseignement musulman apparaît à cet égard comme prioritaire. Or, des ambitions initiales de Lyautey aux modestes réalisations du Protectorat, il y a loin de la coupe aux lèvres. Reste que les termes de la discussion ont été clairement posés, comme l'ont montré les travaux de Daniel Rivet, ce qui donne toute leur actualité à ces débats<sup>2</sup>.

- 5 En janvier 2005, un numéro spécial du quotidien égyptien *al-Ahrâm*, consacré à l'islam et aux écoles *azharî*, lesquelles y sont qualifiées de « bastion du traditionalisme », est titré « La réforme impossible ? » Transversalité des thèmes et des problématiques, la réforme de l'enseignement musulman demeure d'actualité au Maghreb comme au Machreq<sup>3</sup>. Il convient de revisiter les causes de l'échec de sa première modernisation, si ardemment désirée par Lyautey et son équipe d'intellectuels bien intentionnés. Car, en dehors de quelques aménagements (horaires, titulaires et leurs salaires...), cette réforme est restée lettre morte. Il faut en questionner les motivations. Comment put-elle être si souvent invoquée en cinquante ans de Protectorat, et jamais vraiment accomplie ?
- 6 Cette problématique n'est pas étrangère aux deux autres universités de l'islam sunnite, la Zitouna (Zaytûna) de Tunis, et al-Azhar au Caire, où se fit entendre la prédication du cheikh Muhammad 'Abduh. S'agit-il de former des clercs modernes appelés à réformer l'islam de l'intérieur et le rendre « compatible » avec la modernité politique ? S'agit-il de former des clercs musulmans *new look* au service de cette cause, ou de nouvelles élites musulmanes, comme la III<sup>e</sup> République forma de nouvelles élites républicaines ? S'agit-il à l'inverse d'élargir les bienfaits de ce très confidentiel haut enseignement musulman en direction de nouvelles classes, ou encore d'élargir son enseignement aux nouvelles sciences profanes, quitte à cléricaiser le profane ? En réalité, l'échec de ces réformes, sous le Protectorat, ne dit-il pas que ces questions n'ont jamais été tranchées ?
- 7 Dans cette contribution, on reviendra sur la chronologie de cette réforme et de ses échecs successifs (I). Ceci permettra d'aborder les facteurs de blocage d'une réforme jamais aboutie (II), pour envisager les voies qui auraient pu être suivies, à défaut d'avoir été mises en œuvre (III). Centrée sur le haut enseignement musulman marocain à l'époque coloniale, cette réflexion nous interroge sur le sacré dans l'islam sunnite qui a fait échec à la *nahda*, malgré la pression de l'impérialisme européen, et sur le retour actuel de cette thématique dans le cadre d'une pression mondialisée.
- 8 L'histoire de la Qarawiyyin<sup>4</sup>, la mosquée-université de Fès, démontre, dès avant le Protectorat, la difficulté d'une réforme de ce haut enseignement musulman<sup>5</sup>. Alors que des tentatives de modernisation ont été conduites au Caire et à Tunis, non sans difficulté, on ne trouve rien d'équivalent à Fès<sup>6</sup>. Cela tient au fait que les oulémas de Fès ont conservé un rôle politique majeur, puisqu'il leur revient de choisir le sultan chérifien. Même si, depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, ils élisent le sultan au sein de la dynastie alaouite, ils le choisissent avant de lui faire allégeance (*bay'a*). Leur légitimité à dire le droit musulman et à conduire l'école malikite sunnite reste par ailleurs entière.
- 9 Dans la régence de Tunis, la première réforme de la Zitouna remonte à 1842. Puis un décret de Muhammad al-Sâdiq Bey (Mohammed el Sadok), en date du 26 décembre 1875, initie une réforme plus radicale, parallèlement à la création du Collège Sadiki. Le corps enseignant est divisé en quatre classes, la gestion des habous est rationalisée, de nouvelles matières sont introduites (littérature, arithmétique, histoire), accompagnées de nouvelles contraintes pédagogiques<sup>7</sup>. Ces réformes sont semblables à celles menées au Caire et à Tantâ dans le Delta. Au Maroc, malgré l'influence croissante du cheikh Muhammad 'Abduh depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, aucune réforme n'a abouti.
- 10 Très au fait de ces débats, Lyautey, qui s'est entendu avec les oulémas afin qu'ils légitiment « l'appel » du sultan aux chrétiens, pour redresser le pays, espère une réforme rapide de Qarawiyyin. Il sait que les choses ne sont pas simples, puisqu'à Tunis, le directeur de l'enseignement, Louis Machuel, qui voulait réorganiser le fonctionnement

des médersas<sup>8</sup>, a dû reculer face à l'hostilité des zitouniens et de leurs professeurs<sup>9</sup>. La Zitouna n'a pas été intégrée à la Direction de l'enseignement (DGIP) du Protectorat<sup>10</sup>. Mais Lyautey, qui sait l'aspiration des Fassis à une réforme jamais aboutie, espère les séduire par son respect des élites musulmanes en place<sup>11</sup>. Il ne s'agit pas de créer une sorte de Sadiki marocain, mais de réformer l'enseignement de la Qarawiyyin, pour former de l'intérieur une élite éclairée et compétente. Ayant sous-estimé le conservatisme et la peur des oulémas, il se heurte cependant à un échec.

- 11 À son corps défendant, Lyautey s'oriente alors vers la création, dès les années 1910, des collèges musulmans de Fès et de Rabat destinés aux fils de notables, sur le modèle sadikien. Face à ce blocage, le sultan, en charge de l'enseignement musulman, reprend le flambeau de la réforme : comme Muhammad al-Sâdiq Bey un demi-siècle avant, il impose le classement des quarante oulémas de la vieille université, provoquant de gros remous, puis il instaure une Commission de réforme. Elle aboutit à une première réforme très timide en janvier 1918. En l'absence d'un réel renouvellement, la seule véritable innovation tient à la tutelle désormais directe du sultan sur cet établissement. La chose est d'importance, puisque les termes de la tutelle entre le sultan et Qarawiyyin sont inversés.
- 12 La question de la réforme est reposée dans les années 1920, cette fois par les étudiants (ou *tolba*), dont l'agitation culmine vers 1927. Ces *tolba* dénoncent la concurrence des collégiens de Moulay Idriss (Fès) et Moulay Youssef (Rabat), les deux collèges musulmans qui ont brisé le monopole de Qarawiyyin. Or à l'instar de leurs homologues des collèges, les *tolba* de Qarawiyyin sont gagnés par le réformisme musulman<sup>12</sup>. Ils s'en prennent au chérif 'Abd al-Hayy al-Kattânî qui soutient la présence française. Ils réclament la réforme de l'enseignement, contre la volonté de ces « vieilles barbes ». La campagne orchestrée contre le dahir berbère de 1930<sup>13</sup> accroît les mécontentements, obligeant les autorités à réagir à leurs demandes. Les mêmes causes ayant les mêmes effets, le dahir du sultan en date du 31 mars 1933 intervient le lendemain du décret beylical de Tunis portant réforme de la Zitouna. Mais alors qu'à Tunis, on crée le diplôme de fin d'études secondaires (ou supérieures), susceptible de rivaliser avec le baccalauréat et la licence, à Rabat, on en reste à la réforme tunisienne de 1875 (création de trois cycles, instauration d'examens de fin d'année...)
- 13 Mécontents devant une réforme qu'ils jugent insuffisante, les *tolba* sont balancés entre le désir d'un enseignement plus performant, et l'arbitraire des oulémas incapables de comprendre la réforme. Celle-ci entrée en application, les *tolba* n'en réclament pas moins des perspectives analogues à celles des collégiens, au moment où les premiers d'entre eux deviennent bacheliers, puis étudiants de l'université française, en dépit des obstacles qui leur sont dressés.
- 14 Toutefois, le Plan de réforme du CAM (Comité d'action marocaine) de 1934, écrit par les Jeunes Marocains issus des collèges et lycées, n'en dit pas un mot. La Qarawiyyin, mentionnée une seule fois dans le Plan, y demeure « consacrée exclusivement aux études supérieures islamiques ».
- 15 L'initiative d'une réforme revient dès lors au sultan, qui, face au mécontentement, instaure un Conseil de perfectionnement du haut enseignement musulman, présidé par le grand vizir al-Moqrî<sup>14</sup>. La stratégie des élites fassies musulmanes consiste déjà à dénier la prétention de la vieille Qarawiyyin à la formation de leurs héritiers. Certes, à la veille de la guerre, le résident général transmet à Paris la demande du makhzen et des « vieux oulémas », qui consiste en l'entrée des anciens élèves des collèges musulmans à la

Qarawiyyin. Mais que vaut en réalité cette demande, dès lors que ces mêmes collégiens ont obtenu le droit en 1937, après de multiples pressions sur la Résidence, de passer le baccalauréat, qui leur ouvre les portes des universités françaises<sup>15</sup> ? Le résident général Noguès estime que les vieux oulémas espèrent ainsi « se laisser infuser quelques gouttes d'un sang nouveau ». Mais croient-ils vraiment au succès de leur demande ?

- 16 En 1941, la nomination par le sultan d'un nouveau recteur de la mosquée-université, Muhammad al-Fâsî, apparaît comme novatrice. Membre de la grande famille des al-Fâsî et cousin du leader nationaliste 'Allâl al-Fâsî (Allal Al Fassi), Muhammad al-Fâsî est un Jeune Marocain, mais aussi un néo-ouléma, puisqu'il est à la fois 'âlim (diplômé de la Qarawiyyin) et licencié de la Sorbonne. Le sultan pose un acte politique qui réintroduit Qarawiyyin dans le nationalisme anti-colonial. Est-ce à dire qu'il prépare une réforme de l'institution pour la moderniser et la remettre au centre du système de formation des élites ?
- 17 Après le Manifeste de l'indépendance de janvier 1944 et la fin de la guerre, la troisième réforme est lancée en 1947. La création d'une année préparatoire à la Qarawiyyin vise à attirer les élèves des écoles libres musulmanes (bilingues, et de pédagogie moderne) et des écoles franco-arabes (du Protectorat) à l'issue du cycle primaire. La réforme montre vite ses limites, pourtant, puisque seuls les élèves ayant échoué au certificat d'études et ne pouvant s'inscrire ailleurs choisissent cette option. Qarawiyyin ne parvient plus à combler son handicap, devenant une école de la deuxième chance pour les petits Fassis en échec scolaire (même si la masse des *tolba* est désormais constituée de ruraux des tribus voulant accéder à la cléricature religieuse).
- 18 Une note politique de la résidence de 1950 relève trois tendances au sein de Qarawiyyin. La tendance « vieux oulémas », centrée sur la science religieuse (*'ilm*) et l'imitation de la jurisprudence (*taqlîd*) est la plus ancienne. À ses côtés se trouve la tendance « jeunes oulémas », incarnée par le recteur, proche du Palais et des nationalistes. Ses membres sont des étudiants encartés à l'Istiqlâl (le Parti de l'indépendance né en 1944) qui, se disant attachés aux belles lettres arabes et à la langue coranique, réclament l'arabisation du pays et des administrations. Ce nationalisme revendiqué n'en demeure pas moins ambigu, puisque ces hommes, y compris le sultan et le recteur, s'empressent d'inscrire leurs fils dans les écoles du Protectorat, afin qu'ils étudient en France.
- 19 La troisième tendance est proche du Parti démocratique de l'indépendance (PDI), rival de l'Istiqlâl, malgré des effectifs bien inférieurs. Les *tolba* sont une de ses principales bases militantes. Cette tendance critique l'enseignement dispensé aux étudiants, qui leur interdit un accès professionnel à la vie moderne. La crise des débouchés étant déjà grave en cet après-guerre, les *tolba* demandent à sortir de leur isolement. En novembre 1950, ils entament une longue grève pour porter cette revendication. Ils réclament l'arabisation de l'administration pour leur procurer des débouchés. La moitié des 150 oulémas formés par Qarawiyyin de 1942 à 1952 sont au chômage, bien que ne représentant qu'une partie des milliers de *tolba* en formation.
- 20 Dans une note de la Résidence, le directeur de l'enseignement, Lucien Paye, constate que la vieille université ne sert plus qu'à former ses professeurs. Il ajoute : « En se tournant vers le temporel, Qarawiyyin était entrée dans la lutte pour la conquête de l'État moderne avant même de s'être complètement modernisée, et sans pouvoir encore donner aux étudiants une instruction adaptée aux exigences de la vie actuelle<sup>16</sup>. »

- 21 Le constat n'est en rien modifié par l'indépendance, puisque celle-ci consacre la prééminence des élites francophones. Dans les premiers gouvernements marocains, aucun diplômé de Qarawiyyin ne contrebalance la présence de diplômés du système français, ce qui déclenche de violentes grèves à l'université de Fès (du 15 novembre 1956 au 16 février 1957). Elles sanctionnent la victoire idéologique de l'Istiqlâl sur le PDI. Celui-ci doit se contenter de la sollicitude du sultan, qui a besoin d'alliés pour contenir l'Istiqlâl. Mohammed V, à l'inverse de Bourguiba, prend bien soin de ne pas liquider le haut enseignement musulman<sup>17</sup>. Mais cette victoire est médiocre : aucune réforme de fond n'est intervenue, et le système politico-économique marginalise les diplômés qui en sont issus. Aussi faut-il se demander, après un demi-siècle de reculades, pourquoi toute réforme d'ampleur a été *de facto* impossible ?
- 22 Comment la réforme du haut enseignement musulman, désirée par Lyautey, le sultan, puis par les étudiants et le PDI, a-t-elle pu échouer ? Cette réforme n'était-elle pas inappropriée ? Pour répondre à cette question, il faut s'interroger sur le rôle et les fonctions dévolus à cette institution, avant, puis au cours de la période coloniale<sup>18</sup>.
- 23 Le haut enseignement musulman ne peut être regardé au prisme du monde universitaire contemporain. Cette institution d'Ancien Régime est à replacer dans une société musulmane hiérarchisée, soumise au jeu des sultans, des chorfa<sup>19</sup> et de la cléricature musulmane. Il vise la perpétuation de l'islam, du pouvoir sultanien, et par extension, de la « caste des oulémas »<sup>20</sup>. L'historien Abdallah Laroui note que « l'opinion des oulémas de Fès » fait le *'âlim*. Le recrutement des oulémas est un système de cooptation au sein de quelques familles fassies, si bien que l'*ijâza* (ou licence d'enseigner) relève plus de la vénalité des offices que d'un système basé sur le mérite. Ce comportement des oulémas de Fès s'est perpétué dans le Maroc moderne. Longtemps, le doyen de la faculté de médecine de Rabat (qui fut ministre de l'Éducation nationale), Azeddine Laraki, a sélectionné les étudiants en médecine en fonction de leur quartier d'habitation à l'intérieur de la médina de Fès...
- 24 Cette transmission des fonctions liée à la cléricature est plus hasardeuse au sein des tribus. Les petits notables ruraux et tribaux du culte et du droit musulmans (cadis, imams, muezzins, *'udûl*<sup>21</sup>), formés en quatre ou cinq années d'études par les oulémas de Qarawiyyin, peuvent être fils de notables, ou de simples garçons reconnus pour leur maîtrise du *fiqh*. André Nouschi relève, à propos de la Tunisie, que ces fonctions sont « une des seules voies de promotion sociale possible avant la colonisation<sup>22</sup> ».
- 25 L'enseignement de Qarawiyyin, qui confère à quelques-uns le titre de *'âlim*, demeure figé. Au plan intellectuel, cet enseignement, hérité du XIX<sup>e</sup> siècle, n'est ni spéculatif, ni porté sur la recherche. Au plan social, il n'a aucune ambition méritocratique ou de promotion. Il vise la reproduction intellectuelle et biologique de l'étroite caste des oulémas de Fès, selon une approche étonnamment bourdieusienne.
- 26 Réduire le conservatisme de Qarawiyyin à sa fonction sociale serait toutefois insuffisant. La mosquée-université est un lieu sacré, chargé de garder la foi et de dire le droit musulman. Les oulémas sont des docteurs de la loi (et de la foi), et des gardiens du Temple au sens biblique du terme. Ils sont aussi les gardiens de la langue arabe, langue choisie par Dieu pour se révéler aux hommes. Qarawiyyin perpétue un enseignement sacré immémorial, dont l'objet essentiel est depuis des siècles la perpétuation de la tradition.
- 27 Cet enseignement vise à la fois la judicature et la science religieuse, qui sont fondées sur le Coran, la tradition et la langue arabe. L'université fut au Moyen Âge un lieu de

réflexion et de découverte. Elle est désormais limitée au strict nécessaire : le droit musulman (*fiqh*), le *hadîth*, l'exégèse autorisée du Coran, la théologie musulmane. Les sciences profanes sont bannies ; mathématiques, astrologie et autres sciences ont quitté l'université, pour se réfugier dans deux ou trois maisons de Fès. La foi religieuse elle-même, et la spiritualité musulmane, relèvent des confréries et zaouïas présentes à travers le pays.

- 28 L'enseignement des langues étrangères comme le français, de ce point de vue, serait un non-sens à Qarawiyyin, malgré la forte pression exercée par l'impérialisme européen. La réforme de la Zitouna de 1875, impulsée de l'extérieur, y avait réintroduit les mathématiques ou l'histoire, fût-ce de manière limitée<sup>23</sup>. Rien de semblable à Fès jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle.
- 29 La perpétuation de cette université, de ses hommes, de ses structures et de ses enseignements à l'époque coloniale modifie pourtant sa signification et sa fonction, dans un pays bouleversé par la domination politique des « Chrétiens ». Certes, sa quintessence, telle qu'analysée par Abdallah Laroui pour le XIX<sup>e</sup> siècle semble immobile : « L'enseignement qu'elle n'a cessé de fournir est à l'image d'une société stable : soutien d'une élite restreinte, il se devait d'être personnalisé et invariable<sup>24</sup> ». Dans une société marocaine soumise au Protectorat, la fonction de Qarawiyyin est pourtant bouleversée.
- 30 Au fil des décennies, l'institution perd pied avec la réalité politique et sociale du pays. Elle est littéralement déconnectée, alors que rien ne bouge, ou si peu. Certes, les « vieux turbans » dirigeant la Qarawiyyin, tel 'Abd al-Hayy al-Kattânî, ont cédé la place au lettré moderne Muhammad al-Fâsî, mais cette nomination ne bouleverse guère Qarawiyyin. La vieille institution se dote au fil des ans d'une charge symbolique et affective qui interdit la réforme. Puisqu'elle doit se limiter à l'enseignement musulman (programme du CAM de 1934), l'université est devenue un conservatoire du Vieux Maroc, celui qui disparaît sous les yeux des contemporains.
- 31 Le Parti de l'Istiqlâl, chantre du nationalisme, se satisfait du double système d'enseignement qui se met en place, installant pour longtemps la dualité au sein du système d'enseignement du Royaume. Face aux élites modernes appelées à relayer le colonisateur à la tête de l'État indépendant, l'opinion nationaliste a besoin d'élites traditionnelles confinées dans la culture islamique et le conservatisme. « Le bastion du conservatisme » remplit une fonction symbolique, porteuse de nostalgie mais aussi de « clivage » (au sens freudien) pour l'avenir de la société. La préservation de l'authenticité est un gage donné à la société et à la mémoire des ancêtres. Pourtant, la gestion des affaires suppose désormais un système de formation plus efficient pour des élites ambitieuses, et acculturées par la colonisation. La double formation de Muhammad al-Fâsî est illusoire, car ce sont bien deux projets antagoniques de civilisation dont sont porteurs les deux enseignements, l'ancien et le moderne<sup>25</sup>.
- 32 Le refus d'une adaptation, d'une fusion, et même d'une « infusion » des modèles (pour reprendre le terme en vogue à la Résidence) est éclairant. En dépit de sa double formation et de sa position, fruits d'un parcours d'exception, Muhammad al-Fâsî est davantage le trait d'union entre deux âges que l'artisan de leur mise en adéquation. Le retour à la tradition, au cœur de l'époque coloniale, ou le choix de la modernité, sont deux projets incompatibles l'un à l'autre. Dès lors, quelle réforme promouvoir ?
- 33 L'attitude du Protectorat n'est pas moins ambiguë. Lyautey lui-même, bien que voulant moderniser le Vieux Maroc, se satisfait pleinement de sa conservation, pour ne pas dire



d'une certaine folklorisation de ses institutions. Ce conservatisme sera repris avec fidélité par les rois du Maroc indépendant, Mohammed V et Hassan II, lesquels s'empressent de retraditionaliser certains secteurs de la vie sociale ou intellectuelle, pour mieux masquer leurs véritables choix<sup>26</sup>. Le pouvoir colonial se réjouit que la vieille université « se laisse infuser quelques gouttes d'un sang nouveau », mais l'absence de fusion entre les deux modèles lui permet de se poser en garant et arbitre de la stabilité du pays<sup>27</sup>.

- 34 Il est cependant illusoire de doter Qarawiyyin d'une fonction symbolique afin de préserver les traditions, quitte à l'instrumentaliser à cet effet. Car l'évolution joue au détriment de la vieille université. Son déclassement politique est attesté par l'instauration d'une monarchie héréditaire primo-linéaire. Le sultan n'est plus élu par les oulémas garants de la continuité du sultanat. Désormais, ces derniers doivent leur survie au bon vouloir de leur protecteur devenu roi. En maintenant la *bay'a* et la primauté protocolaire des oulémas, le makhzen maintient la « fiction » d'une immuable tradition, à la manière dont le Protectorat devait préserver les traditions et l'autonomie du pays, « fiction » dénoncée par Lyautey dès les années 1920<sup>28</sup>.
- 35 Cette transformation profonde de l'institution est avérée dans la dérive de son système d'enseignement. Dès le milieu des années 1920, la vieille université est délaissée par les fils des grandes familles de Fès, qui lui préfèrent les collèges musulmans, voire les lycées français. Le chercheur Mekki Merrouni a montré comment, au sein du collège Moulay Idriss de Fès, les professeurs français ont rapidement fait accepter la culture française comme culture légitime du collège, attirant en retour mépris et désintérêt envers la langue arabe et ses maîtres issus de Qarawiyyin<sup>29</sup>.
- 36 En dépit de cette dérive irréversible, l'effectif des *tolba* passe de 500 étudiants en 1910 à 15 000 en 1954. De cette double évolution résultent une paupérisation et une ruralisation des étudiants de l'université, lesquels deviennent une clientèle captive, à la merci de ses quarante oulémas et des menées du PDI. Les débouchés à offrir aux centaines de diplômés de cette filière posent une crise sociale aiguë à la fin du Protectorat. Au moment où les notables de l'Istiqlâl aspirent à faire entrer leurs fils dotés de diplômes français dans l'administration, que faire de ces diplômés sans valeur marchande ? À Tunis, l'École tunisienne d'administration (ETA) a tenté de donner une équivalence au baccalauréat français au *tahsîl*<sup>30</sup> de la Zitouna, afin de préparer ses titulaires à entrer dans l'administration. Ce fut un échec<sup>31</sup>.
- 37 Cet échec nourrit une vive contestation sociale, d'autant plus dangereuse qu'elle s'appuie sur la tradition, la légitimité linguistique et religieuse de l'arabe. Or si Habib Bourguiba a pu liquider l'enseignement zitounien sans coup férir à l'indépendance, les choses sont plus difficiles au Maroc, puisque la légitimité et le respect de la tradition concourent à la stabilité du trône. Mohammed V se sert de l'enseignement musulman contre l'Istiqlâl, au lieu de le réduire. Cette instrumentalisation au service des luttes politiques n'empêche pas le roi d'opter pour le Collège royal (école française créée en 1942), quand il faut éduquer les princes héritiers. Le futur Hassan II devait préparer une licence de droit de l'université de Bordeaux<sup>32</sup>.
- 38 L'échec de la réforme de la vieille université incite, *a posteriori*, à s'interroger sur les voies, les objectifs et les moyens qui auraient pu aboutir à sa réussite. Non pour refaire l'histoire, mais pour comprendre ce qu'aurait impliqué la réussite d'une telle entreprise, puisque la réforme de l'islam et de ses institutions demeure d'actualité.



- 39 Lorsque Lyautey instaure le Protectorat de la France sur l'Empire chérifien, il contourne la question du sacré. Pour lui, la réforme de Qarawiyyin relève de la formation des élites et de la politique d'enseignement<sup>33</sup>. Il adopte une approche rationaliste et sécularisée, oubliant la dimension sacrée du haut enseignement musulman. Lorsque sortent les premiers diplômés des collèges musulmans, il décide de les affecter dans une Qarawiyyin rénover, méconnaissant ainsi complètement la position des clercs. Ces notables musulmans « francisés » dans les collèges chrétiens violent, à leur corps défendant, la sacralité de Qarawiyyin (comportement sacrilège ou *haram*). La conception de Lyautey ne peut en outre que susciter le mépris des jeunes notables diplômés des collèges, lesquels semblent en voie de sécularisation.
- 40 C'est pourquoi oulémas et autres « vieilles barbes » interdisent toute réforme visant à dénaturer leur université. Si toute « innovation » est blâmable, la réforme devait être radicale ou ne pas être. Elle supposait de passer outre l'opposition des oulémas. L'occasion perdue au début du Protectorat le fut de manière définitive dès lors que l'enseignement traditionnel passa sous la tutelle du sultan.

*a minima*

- 41 Après cet échec, le Protectorat se contente de réformes *a minima*, pour ne pas dire minimalistes. À Fès, on n'ose pas aller au-delà de celles prises en 1875 à Tunis. La moindre influence du réformisme oriental, la tutelle chrétienne sur l'Empire chérifien, le conservatisme des oulémas et leur fonction politique, tout nuit à une réforme d'envergure. On se limite à la détermination des niveaux et cycles d'enseignement, on organise la carrière administrative des oulémas et un système d'examens. Mais un consensus interdit l'ouverture aux langues, aux sciences profanes, etc. Les oulémas conservateurs, et ignorants du profane, refusent de perdre leur monopole, tandis que leurs étudiants craignent des innovations qui révéleraient leur décalage avec les collégiens.
- 42 L'accession de Muhammad al-Fâsî à la direction tient lieu de réforme. On opte ainsi pour l'affichage et la symbolique biculturelle, dans la double fidélité au trône et à l'Istiqlâl.
- 43 L'arrivée de Muhammad al-Fâsî ne permet pas de dépasser les blocages antérieurs. Contrairement à Tunis, où la puissante famille des Ibn 'Ashûr (Ben Achour) prend le contrôle de la Zitouna, la direction de Qarawiyyin ne parvient pas à s'émanciper du pouvoir politique. Elle reste fidèle au trône devenu son protecteur, ce qui lui permet de traverser l'indépendance. Mais elle conserve aussi les bonnes grâces de l'Istiqlâl, liens familiaux et idéologiques obligent. Le président du parti, 'Allâl al-Fâsî (à l'inverse d'un Bourguiba sécularisé) est un grand 'âlim, dont la pensée réformiste modérée refuse les remises en cause radicales.
- 44 Face à ces évolutions, fallait-il renoncer ou passer en force ? Les « Protectors » français renoncent à faire ce que la France avait fait en Algérie : détruire l'ancien système pour reconstruire des médersas d'un nouveau genre. Le Protectorat interdisait une telle violence symbolique. C'est pourquoi Lyautey renonce par deux fois, d'abord en créant les collèges, puis en laissant tacitement les collégiens opter pour le baccalauréat et l'université. La tutelle du sultan bloque ensuite toute évolution radicale. Au moment où Bourguiba liquide la Zitouna<sup>34</sup>, le roi du Maroc a besoin, à double titre, de maintenir Qarawiyyin. Les oulémas ayant fait le sultan pendant des siècles, ils lui apportaient leur caution symbolique et religieuse. D'autre part, Qarawiyyin était un précieux allié face à

l'Istiqlâl. Or, l'échec de la prise du pouvoir par cet aspirant au parti unique après 1956, protégea durablement la mosquée-université.

- 45 La protection du sultan conduisit à laisser vivre Qarawiyyin, rebaptisée « secteur originel », sans renoncer à la construction d'une école nationale moderne très marquée « française ».
- 46 Les évolutions connues alors par Qarawiyyin illustrent le malaise du Protectorat avec les « administrations chérifiennes » confiées au sultan, par opposition aux « administrations néo-chérifiennes », sous tutelle du résident général. Le Protectorat a laissé faire, dans une optique assez libérale. Les hauts fonctionnaires français de Rabat espèrent que les collèges, puis les études supérieures, sont suffisamment attractifs pour faire mourir la vieille université. Celle-ci devait disparaître, terrassée par la concurrence (« Il faut compter sur Sadiki pour nous aider à régler le problème de la Zitouna », disait Lucien Paye à Tunis<sup>35</sup>).
- 47 En réalité, la demande scolaire suscitée par le Protectorat fut si importante qu'elle rejaillit sur Qarawiyyin qui, loin d'être désertée, absorba un flot croissant de jeunes gens modestes. Ruralisation, déclassement et paupérisation en furent les conséquences, tandis que les notables fassis régressaient régulièrement, confortant l'image d'une alliance inattendue entre les autorités protectorales et le makhzen. Ce laisser-faire, associé à une stratégie de réforme *a minima*, a entraîné un pourrissement lent de la situation, sans conséquences politiques dramatiques, hormis le gâchis social pour les *tolba*. Le plus grave pour l'avenir, pourtant, est qu'aucune décision n'a été prise. Ceci illustre la thèse d'Abdallah Ben Mlih relative à la sédimentation des institutions marocaines, mais laisse aussi la porte ouverte aux errances idéologiques ultérieures<sup>36</sup>.
- 48 Il convient dès lors de s'interroger sur les auteurs de la réforme. Quelle légitimité ou quel rapport de force auraient permis de réformer Qarawiyyin, et au nom de quoi ? Cette réforme a été successivement désirée par divers acteurs, avec le succès que l'on sait. Deux groupes se détachent, les réformateurs extérieurs à la Qarawiyyin et ceux qui se situent à l'intérieur.
- 49 L'impulsion est venue de l'extérieur. Elle fut lancée par les autorités du Protectorat. Leur rapide échec, et la stratégie de réforme *a minima* finalement adoptée, ont ouvert la porte à l'action du Palais. Celui-ci met Qarawiyyin sous sa tutelle, en la plaçant dans le champ des administrations chérifiennes. Le sultan, à l'inverse du résident qui agit par prérogative de puissance coloniale, possède la légitimité nécessaire. Le rôle de la Résidence générale reste cependant essentiel, puisque, *de facto*, elle choisit le sultan, après avoir déménagé le Palais impérial de Fès à Rabat. Libéré du contrôle *a priori* des oulémas, le sultan, qui est émir, chérif et calife, a autorité pour imposer ses vues. Mais que veut-il vraiment ? La réforme *a minima* lui convient en définitive, qui lui permet de s'attacher la fidélité des oulémas et de jouer une carte contre les nationalistes.
- 50 Ces derniers sont en effet la seule force extérieure à même de bousculer l'institution. À partir de 1944, ils incarnent la foi en la nation et sa toute puissance. Le nationalisme est en rivalité avec le sultan qu'il dépossède de son « corps sacré ». Lorsqu'il reconnaît en Mohammed V le « Sultan de l'Istiqlâl », le parti veut ennuyer son ennemi principal, le Protectorat et les Français<sup>37</sup>. Pour le parti, le sultan qu'il a fait « Roi » (en optant pour cette qualité royale), lui est redevable de sa puissance, et non l'inverse. Mais face à Qarawiyyin, les Jeunes Marocains ont montré dès 1934 la fonction conservatoire qu'ils lui attribuent. Lorsque s'engage la bataille pour le leadership de l'après-indépendance, ils ont

déjà perdu la légitimité qu'ils auraient pu avoir pour éliminer, ou pleinement réformer la mosquée-université. Ils adhèrent, comme le roi, au projet de conserver une institution prestigieuse mais marginalisée. Peut-être ont-ils pensé qu'elle connaîtrait le même sort que le roi une fois l'indépendance recouvrée ?

- 51 Les autres réformateurs de Qarawiyyin ont parlé de l'intérieur de l'institution. Ils possèdent une légitimité suffisante pour impulser des réformes, si celles-ci sont identifiées et consensuelles. Tel ne fut pas le cas. Les groupes ayant un désir de réforme n'avaient pas les mêmes objectifs. Les oulémas, le directeur, les *tolba* et les oulémas diplômés au chômage, qui peuvent être identifiés comme les acteurs internes de cette réforme, avaient des intérêts différents. Les quarante oulémas en titre veillaient à la perpétuation de leur pouvoir. Ils s'accrochaient au *statu quo*, et ne semblent avoir été gagnés à la réforme que pour améliorer leur situation. Cette réforme qu'ils finirent par accepter, ils l'espéraient la moins ambitieuse possible.
- 52 Face à cet immobilisme, le directeur Muhammad al-Fâsî apparaît comme un réformateur. Mais soucieux de ménager les forces extérieures (Palais, Résidence et Istiqlâl) qui l'ont parrainé et les oulémas, il est paralysé. Contrairement aux oulémas, il a accès à la langue et à la culture du colonisateur, mais ceci ne lui donne aucune marge de manœuvre. Lui seul pouvait entraîner le sultan dans une réforme radicale de l'institution, mais il ne le fit pas. Les raisons de son inaction sont multiples, d'autant qu'il était contraint de gérer en continu la contestation de ses *tolba*.
- 53 Les *tolba* sont une force essentielle dans ce jeu<sup>38</sup>. Bien que plus intéressés par une réforme de l'institution, leur action revendicative s'est probablement retournée contre eux. Certes, ils apparaissent comme une force d'appoint des nationalistes, voire comme leur clientèle captive. Ils incarnent l'âme et l'histoire du Maroc, en butte à l'action modernisatrice du Protectorat. Ils représentent l'islam engagé dans une lutte inégale face à l'impérialisme et aux administrations néo-chérifiennes, à commencer par l'école coloniale. Cette posture, jugée hostile par la Résidence, pose problème au sein du camp marocain. Pour les oulémas accusés d'archaïsme, c'est une force révolutionnaire, d'autant plus illégitime que les fils de familles en font de moins en moins partie. Pour le roi et le directeur, ils sont un atout, mais leurs revendications sont problématiques. Lorsqu'ils réclament la suppression des collèges et de l'enseignement français, ils vont trop loin. Lorsqu'ils réclament un accès à la culture française et aux sciences, ou encore la venue des collégiens dans leur université, ils nuisent au rôle de conservatoire religieux qu'on leur a assigné.
- 54 Les oulémas diplômés au chômage, enfin, bien que peu nombreux, sont les porte-parole de la masse étudiante en formation dans la vieille institution. Ils déstabilisent tout l'édifice en démontrant son inutilité et son incapacité à former des élites employables et utiles. Leurs revendications sont tournées vers l'emploi, l'accès au baccalauréat, à l'université et à l'administration. Ils expriment à leur manière la sécularisation forcée dans laquelle sont engagées la société et les élites marocaines, mettant en porte-à-faux les oulémas demeurés dans leur vision cléricale.
- 55 Ce sont la politisation et l'instrumentalisation des différents projets qui les rendent incompatibles. En butte à l'hostilité et à la méfiance, *tolba* et oulémas se radicalisent, tombant dans l'orbite du PDI. Ils incarnent une vision rétrograde de la société marocaine qui rejette en bloc les apports du Protectorat. En face, l'Istiqlâl, bien que les rejoignant sur les thèmes de l'arabité et de l'islam, accepte la transformation coloniale qu'il veut reprendre à son profit. Cette hostilité débouche à l'indépendance sur des règlements de

compte sanglants contre des militants du PDI, qui disent l'irréversibilité de la transformation de la société sous le Protectorat.

- 56 La question du sacré n'a été réglée ni par le Protectorat, ni par la société marocaine. La désacralisation effective de Qarawiyyin s'opère au profit du sultan devenu roi. La modernité imposée par le Protectorat est acceptée dans ses aspects techniques, industriels, intellectuels ou éducatifs (« technique occidentale, esprit japonais » aiment dire les Japonais) mais elle butte sur le sacré, le divin et le politique. Au Proche-Orient, le mouvement de la *nahda* n'a pas mieux résolu cette contradiction, préparant le retour actuel de cette thématique, au moment où, à son tour, le fondamentalisme musulman a échoué à recouvrir toute la société.
- 57 L'échec à réformer l'enseignement musulman est un nœud gordien jamais tranché. Il pose la question de l'islam dans son ensemble. La trilogie « langue arabe, texte coranique et droit musulman », est un nœud civilisationnel et idéologique non négociable, ce qui est le propre du sacré. Cette configuration bloque toute réforme d'une institution qui en relève. Au XX<sup>e</sup> siècle s'est opéré un découplage entre une société qui s'émancipe, et un bloc religieux qui se replie sur lui. À l'indépendance, la société s'est projetée dans la modernisation, poursuivant le projet colonial. L'échec du développement, au cours des années 1970, a rendu la main aux traditionalistes. À leur tour, ils ont tenté de soumettre les sphères émancipées, ouvrant l'âge de l'islamisme. Aujourd'hui, les forces en présence semblent se neutraliser. La société marocaine, comme d'autres sociétés musulmanes, est en quête de ses racines, mais refuse de tourner le dos aux apports du XX<sup>e</sup> siècle.
- 58 Dans d'autres régions du monde, les données relatives à l'enseignement supérieur sont sensiblement différentes. En Afrique et en Amérique latine, les institutions traditionnelles ont disparu pour laisser place à un édifice scolaire et universitaire calqué, avec plus ou moins de bonheur, sur le modèle occidental. En Chine, les deux révolutions, nationale puis communiste, ont détruit le système mandarinal. Les vieilles universités de Pékin ou Hanoï sont transformées en musées, tandis que la révolution a liquidé l'héritage impérial et la société traditionnelle (coupe symbolique des nattes en 1949). Seules les études religieuses, même marginalisées par le communisme, conservent une certaine autonomie mais elles n'ont plus de prétention sur la société. Il n'y a qu'en médecine que la Chine a conservé un double système de formation, facultés de médecine occidentale faisant désormais face aux facultés de médecine chinoise. Mais ceci relève du profane.
- 59 On peut dès lors estimer que la réforme de l'enseignement musulman était impossible dans les conditions d'alors. Seule une réforme préalable de l'exégèse coranique, c'est-à-dire une réouverture de l'*ijtihad*, qui semble aujourd'hui prendre corps, sera à même de légitimer et de préparer les conditions d'une véritable réforme. La Qarawiyyin, comme ses sœurs tunisienne et égyptienne, a été appréhendée à tort comme une instance d'enseignement sécularisable, alors qu'elle est l'outil de la perpétuation d'une tradition religieuse à vocation universelle et sacrée.

## NOTES

1. Pierre VERMEREN, *Des nationalistes aux islamistes, la formation des élites marocaines et tunisiennes par l'enseignement supérieur, 1920-2000*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2002.
2. Daniel RIVET, *Lyautey et l'institution du Protectorat français au Maroc 1912-1925*, Paris, L'Harmattan, 1988.
3. Malika ZEGHAL, *Gardiens de l'islam. Les oulémas d'al-Azhar dans l'Égypte contemporaine*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.
4. Dans les archives coloniales, on écrit « Qarawiyyin » sans substantif, contrairement à l'usage actuel. On adoptera ici indifféremment « la Qarawiyyin » ou « Qarawiyyin ».
5. Lucien PAYE, *Introduction et évolution de l'enseignement moderne au Maroc*, édition de Mohamed Bencheikroun, Rabat, Arrissala, 1992. Plus récemment, lire Malika ZEGHAL, *Les islamistes marocains. Le défi à la monarchie*, Paris, La Découverte, 2005.
6. Abdallah LAROUÏ, *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain (1830-1912)*, Paris, Maspéro, 1977.
7. Mohamed al Aziz BEN ACHOUR (Muhammad al-'Azîz bin 'Ashûr), *Jâmi'at al-Zaytûna* (L'université de la Zitouna), Tunis, CÉRES, 1991 (en arabe).
8. Nous gardons ici l'ancienne forme francisée de madrasa, médersa, restée d'un usage courant pour le Maghreb.
9. Lucien PAYE, *Introduction...*
10. Louis MACHUEL, *L'enseignement public en Tunisie (1883-1906)*, Tunis, Société anonyme de l'imprimerie rapide, 1906.
11. Daniel RIVET, « École et colonisation au Maroc : la politique de Lyautey au début des années vingt », *Les Cahiers d'histoire*, tome XXI, Lyon, 1976, p. 173-197.
12. Mekki MERROUNI, *Le collège musulman de Fès (1914-1956)*, Montréal, Faculté des sciences de l'éducation, 1983.
13. Rappelons qu'un dahir (zâhir) est un décret du sultan. Le célèbre « dahir berbère » de 1930 institutionnalisait une justice civile coutumière en pays berbère et, surtout, y francisait la justice pénale. Ces mesures furent vécues comme une atteinte à l'islam, bien au-delà du Maroc.
14. Le fils de ce dernier a suivi des études au lycée Saint-Joseph de Beyrouth, lui permettant d'intégrer l'École d'agronomie de Montpellier et de devenir le premier ingénieur agronome marocain.
15. Pierre VERMEREN, *Des nationalistes...*
16. *Ibid.*
17. Mohamed TOZY, *Monarchie et islam politique au Maroc*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.
18. Mohamed EL AYADI, *Religion, État et société dans le Maroc contemporain*, doctorat d'État, Paris, Université Denis Diderot, 1997.
19. Chorfa : francisation de *shurafâ'*, pluriel de *sharîf* (chérif), titre porté par les descendants du Prophète.
20. Pierre VERMEREN, « La mutation sociale de l'enseignement supérieur musulman sous le protectorat au Maroc, avènement d'une nouvelle légitimation universitaire de la classe

dirigeante », dans Aïssa KADRI (dir.), *Parcours d'intellectuels maghrébins*, Paris, Kathala - Institut Maghreb-Europe, 1999, p. 43-60.

21. Les 'udûl, que l'on peut traduire par « notaires », sont chargés de la rédaction des actes, notamment dans tous les domaines qui relèvent du statut personnel (mariage, répudiation, héritage...). Rémunérés à l'acte, ils restent de modestes acteurs du jeu social en dépit de leurs importantes fonctions.

22. André NOUSCHI, « Qu'est-ce qu'un bourgeois, qu'est-ce qu'un notable ? », *Cahiers de la Méditerranée*, n°45, décembre 1992, p. 228-247.

23. Mohamed el Aziz BEN ACHOUR, *Jâmi'at...*

24. Abdallah LAROUÏ, *Les origines...*

25. Mohamed AL-ALAMI, *Allal al-Fassi, patriarche du nationalisme marocain*, Rabat, Arrisâla, 1972.

26. Gilbert GRANDGUILLAUME, *Arabisation et politique au Maghreb*, Paris, Maisonneuve & Larose, 1983.

27. Anonyme, « L'Université Quaraouiyne », dans *Perspectives marocaines*, mensuel n°34, Paris, éditions SEBOM, juin 1957.

28. Daniel RIVET, *Le Maroc de Lyautey à Mohammed V, le double visage du Protectorat*, Paris, Denoël, 1999.

29. Mekki MERROUNI, *Le collège...*

30. Le *tahsîl* est le diplôme intermédiaire de la Zitouna parmi les titulaires duquel sont ultérieurement cooptés les oulémas.

31. Pierre VERMEREN, *Des nationalistes...*

32. *Ibid.*

33. Daniel RIVET, « École et... »

34. Nouredine SRAÏEB, *Colonisation, décolonisation et enseignement : l'exemple tunisien*, Tunis, Publications de l'Institut national des sciences de l'éducation de Tunis, 1974.

35. Archives diplomatiques de Nantes, Série Tunisie, 2<sup>e</sup> versement, carton 677, Enseignement, questions générales (1-1-1950 au 31-12-1951), note de la Résidence du 15 septembre 1950.

36. Abdallah BEN MLIH, *Structures politiques du Maroc colonial*, Paris, L'Harmattan, 1990.

37. Maâti MONJIB, *La monarchie marocaine et la lutte pour le pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1992.

38. Anonyme, « L'Université... »

## RÉSUMÉS

Lorsque le Protectorat français s'installe au Maroc en 1912, les institutions d'enseignement ne peuvent échapper au projet de modernisation de Lyautey. En dépit d'une volonté constamment réactivée, le Protectorat s'est pourtant révélé incapable d'une véritable réforme du haut enseignement musulman. Celui-ci n'en n'est pas moins devenu un acteur et un enjeu des luttes du nationalisme marocain, mais sans se départir de sa dimension sacrée. Or celle-ci, par essence intouchable, annonçait la marginalisation de cet ordre d'enseignement après l'indépendance.

When the French Protectorate on Morocco was established in 1912, the Islamic University of Qarawiyyin was involved in General Lyautey's modernization project. Despite several attempts to reform this old institution, the French Protectorate has been unable to incorporate the Qarawiyyin in its nation's rebuilding project. Although the Qarawiyyin, with its students and its 'ulamâ', played an important role in Moroccan nationalism, its holy character prepared its marginalization after the independence, when the French Universities graduates came to the state power.

## INDEX

**Mots-clés** : enseignement islamique, islam, Istiqlâl., Maroc, modernisation, nationalisme, Protectorat, Qarawiyyin, réforme

## AUTEUR

### PIERRE VERMEREN

Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Pierre Vermeren est maître de conférences à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne en histoire du Maghreb contemporain. Il a passé 8 ans en Afrique du Nord, dont 7 ans au Maroc. Il est l'auteur d'une thèse sur la formation des élites marocaines et tunisiennes par l'enseignement supérieur (1920-2000), publiée au Maroc en 2001 et à La Découverte en 2002, sous le titre *Des islamistes aux nationalistes, la formation des élites maghrébines 1920-2000*, Paris, coll. « Recherches ».

Il a publié aussi :

- *Le Maroc en Transition*, Paris, La Découverte, 2005 (rééd.)
- *Histoire du Maroc depuis l'indépendance*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2002.
- *Maghreb : la démocratie impossible ?*, Paris, Fayard, 2004.
- *Idées reçues sur le Maroc*, Paris, Le Cavalier bleu, 2007.

Contact : pierre.vermeren@wanadoo.fr